

Vers une action propice à la transformation

Relèvement résilient, une promesse non tenue



L'Alliance Zurich pour la résilience face aux inondations est un partenariat multisectoriel qui rassemble des programmes communautaires, des nouvelles recherches, des connaissances partagées et des influences fondées sur des preuves pour renforcer la résilience des communautés face aux inondations dans les pays

développés et en développement. Nous aidons les populations à mesurer leur résilience aux inondations et à identifier les solutions appropriées avant que la catastrophe ne survienne. Notre vision est que les inondations ne devraient avoir aucun impact négatif sur la capacité des populations à s'épanouir. Pour y parvenir, nous nous efforçons d'augmenter le financement de la résilience aux inondations, de renforcer les politiques mondiales, nationales et infranationales et d'améliorer les pratiques en matière de résilience aux inondations.

Pour en savoir plus: www.floodresilience.net

Remerciements:

Les principaux auteurs de ce rapport sont Rachel Norton (ISET International), Barbara Rosen Jacobson (Mercy Corps), Kanmani Ventkateswaran (ISET International), Karen MacClune (ISET International) et Debbie Hillier (Mercy Corps) avec des études de cas fournies par Bikram Rana, Kriti Shrestha, Dharam Uprety (Practical Action Népal), Alioune Ndiaye, Papa Idrissa Diene (Practical Action Sénégal), Jimena Cuevas et Brenda Ávila Flores (Croix Rouge mexicaine).

Merci aux nombreuses personnes qui ont apporté leur contribution, leur soutien et leurs commentaires, en particulier Sophia Swithern (consultante), Linde Waijers (Mercy Corps), Michael Szönyi (Zurich Insurance), Mary Friel, Kirsten Hagon, Rachel Macleod, Francisco Ianni (IFRC & Red Cross Climate Centre), Colin McQuistan (Practical Action) et Swenja Surminski (LSE).

Merci également à Thanh Ngo, Andrew Duthie, Patrick Morrison et Amanda Dian pour le processus d'édition, de conception et de publication.

Résumé exécutif

La crise du climat provoque des catastrophes plus fréquentes et plus graves. On estime que les pertes et préjudices dus au changement climatique subis par les pays en développement atteindront entre 290 et 580 milliards de dollars US (\$US) par an en 2030, et entre 1 et 1,8 billion \$US par an en 2050 (LSE, 2022). Pour l'heure, ces coûts sont principalement à la charge des ménages : ainsi, les ménages bangladais consacrent plus du double des dépenses gouvernementales à l'adaptation au changement climatique et au relèvement après une catastrophe et 12 fois plus que les dépenses internationales au Bangladesh (Eskander et Steele, 2020). La nécessité d'avoir à se relever après des catastrophes à répétition entraîne de plus en plus les populations dans une spirale de pertes, en les empêchant de se remettre complètement et de reconstruire leur vie avant le prochain choc climatique.

Bien que des investissements soient nécessaires à toutes les étapes du cycle de catastrophe – de la réduction des risques à la préparation, puis la réponse et enfin le relèvement ce dernier est particulièrement sous-financé. Malgré une prise de conscience de longue date de l'importance de « reconstruire en mieux » et l'intégration de ce principe dans le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, les efforts de relèvement ne font toujours pas l'objet de suffisamment d'investissements, le relèvement ne consiste généralement qu'à reconstruire à l'identique des conditions actuelles dans le meilleur des cas, les répercussions futures des risques climatiques qui évoluent rapidement ne sont pas prises en compte, et le relèvement social plus large, ainsi que le rétablissement des moyens d'existence, sont souvent négligés. Dans la pratique, reconstruire en mieux est loin d'être la norme, comme dénoncé par l'Assemblée générale des Nations Unies en mai 2023 : Nous avons manqué « des occasions de renforcer la résilience, de réduire le risque de catastrophes et de progresser sur la voie du développement durable grâce à un relèvement et une reconstruction tenant pleinement compte des risques ».



Des survivants se déplacent dans la zone de liquéfaction à Peobo en Indonésie, site d'un tsunami meurtrier, 2018. © Mercy Corps

Il existe une puissante incitation économique au changement. Si tous les pays reconstruisaient de manière plus solide au cours des 20 prochaines années en veillant à ce que les actifs reconstruits puissent résister aux aléas sur une période de retour de 50 ans, cela réduirait les pertes mondiales d'actifs de 11,2 pour cent et les pertes mondiales de bien-être (qui sont particulièrement importantes pour les membres des ménages à faible revenu, car ils ont peu d'actifs) de 11,7 pour cent (Hallegatte et coll., 2018). Les effets sont encore plus ressentis dans les pays vulnérables au climat, avec une réduction des pertes de plus de 40 pour cent à Antigua-et-Barbuda, en Dominique, au Vanuatu, au Myanmar, au Laos, à Tonga, au Guatemala, à Trinité-et-Tobago, au Pérou et aux Fidji (Hallegatte et coll., 2018).

Ce rapport s'appuie sur les preuves recueillies par l'Alliance de Zurich pour la résilience aux inondations (l'Alliance) à travers la mise en œuvre de sa méthodologie d'analyse après événement (en anglais, PERC), en mettant un accent particulier sur les expériences de relèvement du Mexique, du Népal et du Sénégal. Nous constatons qu'un relèvement résilient après une catastrophe est indispensable pour sortir les populations de l'engrenage de vulnérabilité induit par les catastrophes, pour réduire le besoin et le montant des dépenses pour se remettre des catastrophes futures, et pour permettre des gains de développement vecteurs de transformation malgré le changement climatique. Il est important de souligner qu'un relèvement résilient dans des contextes fragiles et des situations de crises prolongées nécessiterait de prendre en compte des éléments supplémentaires, qui dépassent le cadre de cette recherche.



Refuge lors d'un exercice d'évacuation dans le bassin de la Karnali au Népal, 2015. © Practical Action Nepal

Passer d'un relèvement à un relèvement résilient

Il est plus important que jamais de se relever efficacement, car les communautés sont confrontées à des catastrophes d'origine climatique dont la fréquence et l'intensité augmentent. Le diagramme ci-dessous montre les effets sur les communautés : 1) en l'absence de relèvement ; 2) si le relèvement se concentre sur le retour à l'état d'avant la catastrophe ; 3) si le relèvement permet de reconstruire en mieux pour faire face au niveau actuel de risques climatiques ; et 4) si le relèvement est tourné vers l'avenir et permet d'atteindre la résilience face au climat, en tenant compte de l'enchaînement et de l'aggravation des risques associés à la crise climatique.

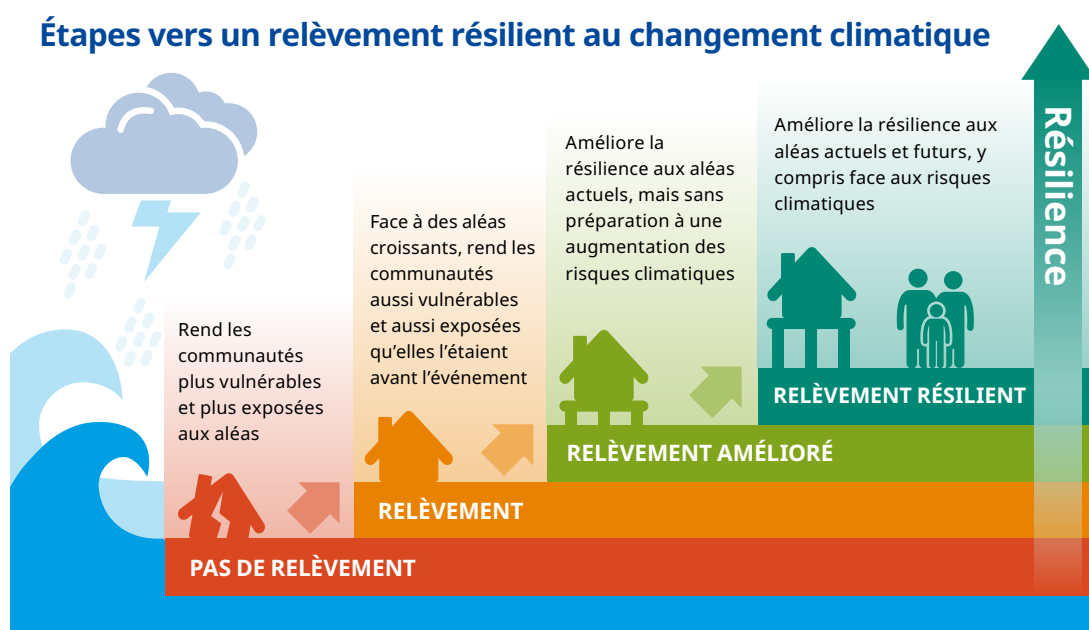
Un relèvement résilient repose sur trois principes fondamentaux:

Conscient des risques: Un relèvement résilient nécessite une stratégie globale de gestion des risques qui tient compte de la variété des menaces simultanées et des risques complexes. Cela comprend notamment la traduction des projections climatiques et des données scientifiques en temps réel en efforts de relèvement tournés vers l'avenir afin que les communautés disposent des connaissances et des outils requis pour faire face aux aléas climatiques actuels et en évolution.

Multidimensionnel: Le relèvement va au-delà de la réparation des infrastructures physiques : il englobe des dimensions sociales, humaines, naturelles, financières et physiques qui, ensemble, renforcent la résilience face aux menaces climatiques. L'admission de l'interconnexion de ces facteurs est essentielle pour un relèvement résilient véritablement efficace.

Inclusif: Un relèvement résilient doit répondre aux besoins de toutes les femmes, de tous les hommes et de tous les enfants touchés, en particulier les plus marginalisés et les plus vulnérables, en leur donnant les moyens de participer activement aux décisions qui les concernent. Dans le cas contraire, le relèvement ne fera qu'exacerber les inégalités.

FIGURE 1: Étapes vers un relèvement résilient au changement climatique





Champ de canne à sucre en 2014 au Népal. La canne à sucre peut avoir des avantages écologiques et de réduction des risques d'inondation. © Avash Pandey

Mettre en pratique les principes d'un relèvement résilient

Le relèvement est une tâche complexe : il nécessite de réunir de multiples groupes de parties prenantes, de travailler dans un large éventail de domaines techniques, socioéconomiques, institutionnels et environnementaux, et de planifier et définir des priorités dans un contexte de capacités, de données et de financements souvent limités. La question est trop importante et trop complexe pour être abordée dans la tourmente de l'après-catastrophe : des efforts sont requis avant la catastrophe.

Pour permettre un relèvement multidimensionnel, inclusif et conscient des risques, il faut mettre en place des cadres de relèvement efficaces avant le choc¹. Ces cadres définissent les principes, les processus et les capacités requises pour gérer et faciliter le relèvement à la suite d'une catastrophe. Une fois mis en œuvre, ils facilitent la coordination entre les parties prenantes, la mobilisation du financement du relèvement et l'exécution d'un suivi-évaluation. Les cadres de relèvement devraient permettre d'élaborer des plans détaillés avant la catastrophe pour garantir la préparation du relèvement et l'élaboration de plans de relance adaptés à l'événement après la catastrophe pour assurer un relèvement à moyen et long terme sur la base des besoins évalués.

L'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai souligne l'importance que revêt l'intégration systématique des principes du programme « Reconstruire en mieux » dans les plans de relance en cas de catastrophe à l'échelle nationale et locale. Toutefois, les cadres de relèvement ont souvent été relégués au second plan par rapport à d'autres étapes du cycle de gestion des risques de catastrophes. Dans

¹ Cf. rapport de relèvement de l'IFRC pour plus d'informations : <https://disasterlaw.ifrc.org/media/4230>

bien des cas, il n'existe pas de planification préalable du relèvement. Au lieu de cela, les plans de relance sont élaborés après la catastrophe et manquent de structures préétablies, ce qui entraîne des retards et des difficultés dans le lancement du relèvement. Le renforcement de la capacité de relèvement et de la prise de décision avant les catastrophes est indispensable pour assurer l'efficacité et la rapidité des efforts de relèvement.

Tout comme les principes de relèvement résilient, les cadres de relèvement qui y sont associés doivent être conscients des risques, multidimensionnels et inclusifs. Ils doivent intégrer la science du climat et des catastrophes afin d'anticiper l'évolution potentielle des aléas et d'améliorer la préparation. Ils doivent adopter une perspective multirisque et traiter les catastrophes à différentes échelles, qu'il s'agisse de petits événements ou de catastrophes de grande ampleur, afin de garantir un relèvement complet et efficace, et d'éviter les erreurs d'adaptation. Ils doivent prendre en considération bien plus que les infrastructures physiques, et englober les besoins sociaux et économiques en matière de relèvement, qui sont bien souvent négligés. En outre, l'inclusion est incontournable pour créer des cadres de relèvement qui puissent donner de bons résultats pour tous et toutes : les gouvernements devraient impliquer activement les femmes, les groupes marginalisés et les groupes à risque dans les processus de création et de prise de décision desdits cadres.

Le renforcement des capacités et un apprentissage continu sont nécessaires pour une mise en œuvre réussie des cadre de relèvement résilient. Une expertise technique devrait être intégrée à l'échelle locale pour soutenir les efforts de relèvement. L'adaptation continue des dispositifs de relèvement sur la base de l'apprentissage et de l'évolution des risques est cruciale et sous-tend la transformation des cadres en documents évolutifs et dynamiques qui soient régulièrement passés en revue et ajustés afin d'obtenir des résultats optimaux en matière de relèvement.



Nouveau pont construit le long d'un pont endommagé dans le bassin de la Karnali, 2015. © Karen MacClune



Prestation d'aide humanitaire suite aux inondations de 2020 à Teapa, Tabasco, Mexique, 2020. © Mexican Red Cross Archive

Intégrer un relèvement résilient dans la politique internationale

Le concept de relèvement résilient, crucial pour la réduction des risques de catastrophe (RRC), l'aide humanitaire et le développement, manque de cadres mondiaux unifiés, ou pleinement cohérents et coordonnés, ce qui se traduit par un financement fragmenté et une action décousue. Malgré l'apparition de l'expression « reconstruire en mieux » après le tsunami de 2004 en Asie, son intégration dans le Cadre de Sendai et l'important travail de partage des connaissances du Programme international de relèvement, l'intégration de la réduction des risques dans les efforts de relèvement reste limitée.

Le relèvement résilient relève en partie des secteurs du développement et de l'aide humanitaire. Le relèvement précoce, qui conjugue des approches humanitaires et de développement, jette les bases de la réhabilitation et de la reconstruction. Pourtant, le Groupe de travail thématique sur le relèvement accéléré au sein du secteur humanitaire est chroniquement sous-financé (moins de 1 pour cent de l'ensemble des aides humanitaires en 2022, OCHA), peut-être parce que le relèvement est perçu comme étant, ou devant être, financé par le secteur du développement, ce qui n'est souvent pas le cas.

Par dessus tout, le relèvement résilient est à l'interface des défis du changement climatique alors qu'il est resté en périphérie de la politique mondiale en matière de climat. La décision de la COP27 sur les pertes et préjudices offre la possibilité de renforcer les efforts de reconstruction et de relèvement résilients au changement climatique dans le cadre du nouveau fonds pour les pertes et préjudices, et des dispositifs de financement. L'expertise du secteur de l'adaptation a besoin d'être mise à profit dans le cadre des discussions sur les pertes et préjudices et dans l'action connexe en vue d'un relèvement résilient. Le relèvement résilient peut servir de moyen pour mieux s'adapter aux effets du climat en soulignant la synergie entre le relèvement, les pertes et préjudices, et l'adaptation.

Le financement d'un relèvement résilient

L'un des principaux obstacles au relèvement, et a fortiori au relèvement résilient, est son financement. Les besoins annuels de financement du relèvement sont estimés par certains à 200 milliards \$US (Songwe et coll., 2022), ce qui constitue une somme pharaonique en contraste saisissant avec les sources actuelles de financement qui sont limitées et fragmentées. En 2020, seulement environ 500 millions de dollars de financement officiel du développement ont été alloués à la reconstruction, aux secours et à la réhabilitation (Dupraz-Dobias, 2022), ce qui représente tout juste 0,25 pour cent des besoins estimés en matière de relèvement. Bien que le raisonnement économique prône un relèvement résilient, le financement international est fortement biaisé : les interventions d'urgence bénéficient en effet d'un financement une trentaine de fois supérieur au financement du relèvement trente fois supérieur à celui du relèvement. L'objectif de reconstruire en mieux reste donc largement lettre morte. Le paysage mondial du financement en cas de catastrophes est fragmenté, les efforts humanitaires, de RRC, de développement et de financement de l'action climatique ne parvenant guère à se mettre au diapason : les subventions internationales pour le relèvement restent rares et le financement se concentre principalement sur les catastrophes très médiatisées, négligeant les effets cumulés d'événements plus petits : mais récurrents.

Le financement du relèvement après une catastrophe à l'échelle nationale est donc constitué d'une mosaïque d'allocations budgétaires publiques, de prêts, de subventions et d'instruments de transfert de risques qui ne parviennent généralement pas à répondre aux besoins réels. Afin d'atténuer certains de ces problèmes et de canaliser le financement du relèvement de manière rapide et efficace, il est possible de mettre en place des mécanismes financiers préétablis qui donnent la priorité à la résilience grâce à des plans de financement en cas de catastrophes qui chevauchent différents mécanismes de financement et prennent en compte des événements de différentes tailles. Par exemple, le financement du *Fondo de Desastres Naturales* (Fonds pour les catastrophes naturelles ou FONDEN) au Mexique alliait des allocations budgétaires fédérales qui finançaient des événements de moindre importance, à des obligations catastrophes pour traiter événements de plus grande ampleur. Dans ce contexte, il est essentiel de mettre en place un financement qui donne la priorité à un relèvement respectueux de l'égalité des genres en reconnaissant les besoins et les vulnérabilités propres aux femmes dans les communautés frappées par une catastrophe.

En raison d'un soutien international sans ambition et fragmenté, et de la mosaïque limitée de financements disponibles à l'échelle nationale, les gouvernements sont souvent contraints de contracter des emprunts pour financer le relèvement, ce qui contribue à alourdir le fardeau de la dette. En outre, en l'absence de clauses relatives à la dette résiliente au climat dans les accords de prêt, les gouvernements sont souvent dans l'obligation de continuer à assurer le service de la dette existante en période de catastrophe, ce qui détourne des fonds pourtant cruellement nécessaires au relèvement. Une étude a révélé que plus de 50 pour cent de l'augmentation de la dette dans les pays vulnérables au climat est désormais liée au financement du relèvement après une catastrophe (Songwe et coll., 2022, cité dans CCNUCC, 2023). Des mesures doivent également être prises pour traiter et alléger le fardeau de la dette qui pèse atrocement sur les ménages, lesquels doivent supporter le coût du relèvement,

s'endetter pour reconstruire leur maison et retrouver des moyens d'existence, qu'il s'agisse de récoltes perdues ou de petites entreprises anéanties.

Conclusion

L'expression « reconstruire en mieux » est restée trop longtemps un slogan plutôt qu'un véritable engagement. Il est temps de mettre l'action en faveur d'un relèvement résilient sous les feux des projecteurs nationaux et internationaux. Dans un monde où les effets du climat se font de plus en plus sentir, il faut saisir l'occasion qui s'offre à nous, après une catastrophe, d'opérer un changement transformationnel. Il est insensé de reconstruire des systèmes physiques, naturels et sociaux qui ne sont pas adaptés et qui sont incapables de prospérer dans un contexte climatique en pleine mutation.

Bien que la mise en œuvre d'un relèvement résilient soit complexe, les éléments de base que constituent de bonnes idées et de bonnes pratiques existent déjà, notamment une pléthore de cadres et de documents d'orientation. Un effort concerté à toutes les échelles (locale, régionale, nationale et internationale) impliquant toutes les parties prenantes est maintenant nécessaire afin que le rétablissement résilient rassemble les meilleures capacités de réduction des risques de catastrophe, d'adaptation au climat, de réponse aux urgences et de développement en vue de la mise en œuvre et de la progression de l'action locale.

S'il est planifié, prioritaire et financé, le relèvement résilient a le potentiel d'être véritablement un vecteur de transformation pouvant s'attaquer efficacement aux facteurs de risque sous-jacents en réduisant la vulnérabilité et l'exposition. Sur le plan financier, un relèvement résilient peut permettre aux pays et aux donateurs d'économiser des sommes considérables chaque année. Il peut avant tout être transformationnel pour les communautés qui font actuellement les frais du changement climatique en libérant leur potentiel de renforcement de la résilience, en minimisant les pertes et préjudices, et en augmentant leur prospérité et leur bien-être. Finalement, le relèvement résilient est plus qu'un concept : il s'agit d'une stratégie clé pour que les sociétés prospèrent en dépit de l'évolution des défis climatiques.



Après un tremblement de terre au Népal, 2015. © Mercy Corps

Recommandations

Un relèvement résilient peut être vecteur de transformation, mais pas sans l'engagement et les efforts concertés des autorités nationales, avec un soutien robuste de la communauté internationale.

Recommandations à l'intention des décideurs nationaux



Les gouvernements devraient établir un cadre pour un relèvement résilient en élaborant des dispositions juridiques, des politiques et des plans qui orientent une approche cohérente et pangouvernementale en matière de relèvement

- Élaborer un cadre de relèvement à l'échelle nationale (comprenant des dispositions juridiques, des politiques et des plans détaillés) qui définit des dispositions institutionnelles, des mécanismes de coordination, ainsi que des rôles et responsabilités clairs entre les secteurs, qui soient véritablement axés sur les réalisations et qui soutiennent une approche fondée sur les résultats
- Faire du relèvement résilient, c'est-à-dire un relèvement conscient des risques, inclusif et multidimensionnel, un principe directeur par le biais de lois et de politiques. C'est-à-dire un relèvement conscient des risques, inclusif et multidimensionnel
- Planifier un relèvement précoce grâce à des cadres de relèvement institutionnalisés et des plans plurisectoriels préalables aux événements afin de réduire les retards et de que le relèvement puisse commencer immédiatement
- Garantir l'alignement entre les plans de relance et les stratégies nationales plus larges en matière de développement et de climat, et garantir une approche pangouvernementale, notamment par le biais d'une coordination interministérielle
- Garantir l'alignement et le flux efficace des ressources du gouvernement central vers les autorités locales afin d'entreprendre des actions de relèvement qui produisent des résultats communs, en reconnaissant le rôle des communautés et des acteurs locaux en tant qu'agents clés de la mise en oeuvre d'un relèvement résilient
- Améliorer la transparence du financement du relèvement et la responsabilité de toutes les parties prenantes impliquées afin de garantir que les programmes de relèvement soient inclusifs, et adaptés au contexte, et qu'ils tiennent compte de la résilience
- S'engager en faveur d'un apprentissage permanent en tirant des enseignements de l'expérience du relèvement après une catastrophe, mais aussi de l'évolution du climat et des risques de catastrophe en adaptant comme il se doit les cadres de relèvement et les dispositifs de financement associés



Mettre en place des mécanismes de coordination plurisectoriels et inclusifs

- Concevoir des efforts de relèvement plurisectoriels qui ne se concentrent pas uniquement sur la reconstruction des infrastructures physiques, mais qui renforcent aussi la résilience économique, sociale et environnementale, et qui facilitent la coordination et l'action
- Mettre en place des mécanismes de coordination spécifiques qui promeuvent la collaboration entre les agences gouvernementales, la société civile, le secteur privé, les partenaires internationaux et les autorités nationales, et qui soutiennent l'action locale, la prise de décision participative et le partage des connaissances (locales) dans tous les aspects de la planification et de la mise en œuvre du relèvement après la catastrophe
- Assurer la cohérence entre la coordination du relèvement à court, moyen et long terme. Cela devrait inclure l'identification des points de passage de relais entre les parties prenantes de la réponse/du relèvement précoce, et celles du relèvement à moyen et long terme, ainsi que des mécanismes de financement



Planification du financement

- Les gouvernements devraient élaborer et mettre en œuvre une stratégie de financement des risques de catastrophe en partenariat avec des acteurs internationaux, le cas échéant. Cette stratégie devrait prévoir un financement provenant de diverses enveloppes (développement, aide humanitaire, climat), institutions (donateurs, institutions financières internationales [IFI], assurances, autres mécanismes de transfert de risques) et types (subventions, prêts à des conditions très favorables et mécanismes novateurs tels que les clauses d'endettement résilientes au climat) afin de garantir que des fonds adéquats soient rapidement disponibles en vue d'un relèvement résilient et que ces fonds bénéficient aux communautés locales.
- Veiller à ce que les mécanismes financiers et les financements prédéfinis pour le relèvement facilitent l'accès aux fonds par les autorités locales et les municipalités. Le flux de soutien aux autorités locales et aux municipalités doit être convenu lors de la phase de planification intégré dans les cadres et les politiques afin de garantir un appui et un accès opportuns à l'aide au relèvement à l'échelle locale. Constituer des réserves de projets de relèvement durable qui soient « prêts à déployer » et conscients des risques, et qui puissent être mis en œuvre à court terme
- Les stratégies de financement du risque de catastrophes devraient tenir compte de toute l'échelle de gravité des catastrophes en identifiant la manière dont les catastrophes de différentes tailles sont traitées et le mode de financement du relèvement selon leur ampleur.



Soutenir l'action à l'échelle locale en donnant un rôle clair aux autorités et aux acteurs locaux

- Clarifier les rôles et responsabilités, les structures de coordination, ainsi que les flux et mécanismes financiers entre les autorités nationales, provinciales et locales, afin de garantir un redressement efficace et adapté au contexte qui répond aux besoins au à l'échelle locale
- Donner aux autorités locales les moyens de renforcer leur gestion et leur coordination des efforts de relèvement, et leur financement, notamment en consacrant des ressources au renforcement des institutions gouvernementales chargées du relèvement, tout particulièrement à l'échelle locale. Cela permettra aux institutions infranationales d'associer la programmation du relèvement et le développement durable de manière efficace et délibérée.
- Financer et garantir le renforcement des capacités et le financement pour rendre opérationnel un relèvement résilient, en particulier au bénéfice des autorités locales, par le biais de mécanismes efficaces, y compris l'amélioration des systèmes et les filets de protection sociale qui réagissent aux chocs, en tant que fondation d'un relèvement résilient
- Les autorités locales devraient donner aux communautés locales les moyens de participer activement à la planification et à la mise en œuvre d'un relèvement résilient, et travailler dans ce sens avec les acteurs locaux.



Femme et enfant dans une zone touchée par les inondations à Thiès au Sénégal, 2021. © Lydia Darby

Recommandations à l'intention de la communauté internationale



Accroître le financement par subventions pour un relèvement résilient

- Le nouveau fonds pour les pertes et préjudices, et les nouveaux dispositifs de financement devraient prévoir des subventions pour un relèvement résilient qui s'étendent à l'échelle locale et l'englobent de manière proactive.
- Les donateurs bilatéraux, les IFI et les autres mécanismes de financement devraient proposer des approches de financement accessibles, cohérentes et de qualité à l'ensemble du nexus, non seulement pour un relèvement précoce, mais aussi pour un relèvement à moyen et long terme.



Veiller à ce que les prêts de relance n'engendrent pas de crise de la dette dans les pays vulnérables au climat

- Les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux devraient éviter d'alourdir le fardeau de la dette pour les pays vulnérables au climat en accordant des prêts à des conditions très favorables en appliquant des clauses de dette résiliente au climat aux prêts existants et aux nouveaux prêts, et en restructurant rapidement ces prêts en cas de besoin.
- Les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux devraient explorer et promouvoir des mécanismes de financement innovants pour réduire le fardeau de la dette, et mobiliser des ressources supplémentaires pour un relèvement résilient, y compris des échanges de dettes, des prélèvements et des obligations vertes conformément aux efforts en cours, tels que le Bouclier mondial, l'Agenda de Bridgetown et la Feuille de route pour la mise en œuvre des engagements du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial.



Renforcer la coordination et la collaboration intersectorielles

- Les décideurs des secteurs de la RRC, du climat, de l'aide humanitaire et du développement devraient se coordonner plus étroitement pour garantir une approche cohérente et intégrée en matière de relèvement résilient. Il faut pour cela renforcer les mécanismes de relèvement à l'échelle internationale et nationale, identifier les principales lacunes et les priorités en matière de relèvement résilient, améliorer la transition de l'aide humanitaire vers l'aide au développement en faveur du relèvement, et accélérer les possibilités de financement.



Soutenir le développement d'un relèvement résilient à l'échelle locale

- Les experts de la RRC, de l'aide humanitaire, du développement et du climat devraient continuer à fournir une assistance technique et financière aux pays, notamment par l'intermédiaire du Programme international de relèvement et en travaillant avec des acteurs locaux, pour élaborer, planifier, mettre en œuvre et suivre des cadres de relèvement résilient (y compris des lois, des politiques et des plans) en veillant à ce qu'ils s'appuient sur des informations relatives aux risques climatiques.
- Les institutions et les mécanismes internationaux devraient atteindre l'échelle locale, et donner aux communautés et aux autorités locales les moyens de gérer leurs efforts de relèvement résilient et de renforcer les institutions gouvernementales chargées du relèvement, notamment en travaillant avec les acteurs locaux.

Références

Assemblée générale des Nations Unies (2023) 'Political declaration of the high-level meeting on the midterm review of the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030'. <https://www.un.org/pga/77/2023/05/12/letter-from-the-president-of-the-general-assembly-midterm-review-of-the-sendai-framework-for-disaster-risk-reduction-high-level-meeting-co-facilitators-letter-final-political-declaration-draft/>

Dupraz-Dobias, P. (2022) 'Most aid funds go to just a few disasters. What about the rest?' The New Humanitarian. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2022/06/07/disasters-Peru-Nepal-aid-finding-risk-reduction>.

Eskander, S. et Steele, P. (2020) 'Bearing the climate burden: how households in Bangladesh are spending too much'. IIED, Londres. <https://pubs.iied.org/16643iied>.

Hallegatte, S., Rentschler, J. et Walsh, B. (2018) 'Building Back Better: Achieving Resilience through stronger, faster, and more inclusive post-disaster reconstruction'. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/df6 added97-74d2-504f-b3a3-02daad568235/content>.

IFRC (2023) 'Laws, policies, and plans for disaster recovery: Multi-country synthesis report.' <https://disasterlaw.ifrc.org/media/4230>

London School of Economics and Political Science (LSE) (2022) 'What is climate change 'Loss and Damage?' <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/explainers/what-is-climate-change-loss-and-damage/>

OCHA. (2022) 'Total reported funding. Financial Tracking Service'. <https://fts.unocha.org/global-funding/overview/2022>

Songwe, V., Stern, N. et Bhattacharya, A. (2022) 'Finance for climate action: Scaling up investment for climate and development'. Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, London School of Economics and Political Science: Londres. <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2022/11/IHLEG-Finance-for-Climate-Action.pdf>.



Pour plus d'informations, envoyez un e-mail à info@floodresilience.net visitez le site www.floodresilience.net ou suivez le compte [@floodalliance](https://twitter.com/floodalliance) les réseaux sociaux.

Illustration de la couverture: Patrick Morrison, Brand Temple

© 2023 Alliance Zurich pour la résilience face aux inondations

En partenariat avec :

Soutenue par la Z Zurich Foundation

